

CHAPITRE VIII

Mécontentement du gouvernement français de l'entrée dans le ministère mexicain de MM. Osmont et Friant. — Note du *Journal officiel*. — Lettre du général Colson. — Complications. — Le maréchal Bazaine reste au Mexique. — Dépêche du 13 septembre. — Approbation du Ministre de la Guerre. — Événements graves. — Changement d'orientation dans la politique de Maximilien. — Ministère Lares. — Échange de lettres entre l'Empereur et le commandant en chef. — Arrivée du P. Fischer. — Situation de plus en plus compromise. — Combat d'Ixmiquilpan. — Extraits du rapport du 28 septembre. — L'Empire n'a plus de partisans. — Dangers d'un plus long séjour pour l'armée. — Le maréchal Bazaine à Puebla. — Annonce du retour de l'Impératrice Charlotte.

Dès qu'il avait appris la nomination de deux officiers français comme ministres de Maximilien, Napoléon III avait nettement manifesté son mécontentement, et il l'avait exprimé dans les termes les moins ambigus au Maréchal Bazaine dans sa lettre du 30 août.

L'incident pouvait avoir une portée très grave en ce qu'il risquait d'amener les États-Unis, dont la politique ombrageuse ne laissait rien échapper, à prendre ce prétexte pour communiquer au Cabinet de Paris quelque note désagréable. Avec un voisin aussi susceptible, la chose était à craindre; des

observations furent faites dans ce sens. Pour y répondre, et couper court à l'incident le *Moniteur universel*, journal officiel de l'Empire, publia une lettre rappelant que, par un décret du 26 juillet, l'Empereur du Mexique avait confié le portefeuille de la Guerre au général Osmont et celui des Finances à M. l'intendant Friant: « Les devoirs militaires de ces » deux chefs de service, attachés à une armée en campagne, étant incompatibles avec la responsabilité » de leurs nouvelles fonctions, ils n'ont pas été autorisés à les accepter. »

Le ministère de la Guerre était non moins net sur ce point.

Paris, 31 août 1866.

Monsieur le Maréchal,

Votre courrier daté de San-Luis de Potosi, 9 juillet, Mexico, 28, et la Vera-Cruz, 1^{er} août, est arrivé à Paris le 29 à midi. J'ai envoyé le même jour copie des dépêches les plus importantes à M. le Maréchal ministre de la Guerre, qui est allé présider son conseil général à Grenoble. J'ai reçu ce matin les éléments de la réponse, que j'ai signée en son nom et *par son ordre*.

En raison de l'importance des renseignements apportés par le courrier, je me suis empressé de la faire passer sous les yeux de l'Empereur par l'intermédiaire de M. le général Castelnau, en ce moment de service près de Sa Majesté.

Le général, en me renvoyant ces papiers, m'annonce que l'Empereur désapprouve formellement l'immixtion de M. le général Osmont et de M. l'intendant Friant dans les affaires du Mexique, en qualité de ministres l'un de la Guerre et l'autre des Finances.

Je ne puis que me borner, monsieur le Maréchal, à

vous transmettre cette communication, et, d'après ce que me dit le général Castelnau, je pense que l'Empereur vous écrit directement à ce sujet.

Nous venons de recevoir par la voie du Consulat de France à Southampton la triste nouvelle de la chute de Tampico. Cet événement est le pendant de la prise de Matamoros et n'aura pas de moins désastreuses conséquences. Il ne peut qu'augmenter encore les sérieuses préoccupations qu'inspire la situation du Mexique.

Veuillez agréer, etc.

E. COLSON.

Les instructions envoyées au Maréchal Bazaine témoignaient assez des préoccupations qui assaillaient le gouvernement français et en même temps exigeaient pour les suivre un homme connaissant la situation et capable de la dominer. Au point de vue politique, comme au point de vue militaire, les complications surgissaient, et de tous côtés les périls croissaient non plus seulement autour du trône de Maximilien, mais autour de notre armée, obligée de se replier dans un pays qui se couvrait d'ennemis aussi hardis que nombreux.

Était-ce bien le moment d'ajouter à tous ces dangers celui d'un changement dans le commandement en chef? Était-ce bien le rôle du commandant de quitter son armée et de laisser à un lieutenant le soin de diriger la retraite et de présider à l'abandon de l'œuvre entreprise?

De Paris on avait pensé, sans envisager évidemment toutes les faces de la question, que la présence du Maréchal Bazaine n'était plus nécessaire, et qu'il pouvait revenir en France quand il le voudrait, en lais-

sant le commandement au plus ancien divisionnaire, le général Félix Douay. Cette latitude donnée ressemblait fort à un rappel.

Le Maréchal ne s'y était point mépris, mais il avait fait au début la sourde oreille. Le désir qu'il avait peut-être au fond du cœur de prolonger son séjour au Mexique s'était trouvé d'accord avec le sentiment de son devoir et de sa responsabilité. Il ne s'était pas pressé de partir. Bien lui en avait pris, car des instructions nouvelles n'avaient pas tardé à venir modifier celles qui lui avaient été précédemment transmises. Le maréchal Randon, le premier, ainsi qu'on l'a vu plus haut, lui avait donné l'avis, dans sa lettre du 15 août, de rester jusqu'au départ de la dernière colonne.

Le Commandant en chef s'était hâté d'informer son ministre qu'il suivrait le conseil donné, et il l'avait fait par le câble.

Mexico, le 13 septembre 1866.

*Le Maréchal Bazaine à S. E. le Maréchal ministre
de la Guerre, à Paris.*

Reçu la dépêche de Votre Excellence du 15 août. Votre opinion personnelle est un conseil que je suivrai, qui était dans ma manière de voir, mais je crois que l'on désire ma rentrée.

Je resterai donc jusqu'au dernier soldat, et Votre Excellence peut compter sur tout mon dévouement à mon devoir. Le courrier complétera les renseignements demandés sur chevaux, harnachements et donnera des explications sur les médisances semées pour le bien de la cause maximilienne.

BAZAINE.

On voit par cette dépêche, que les renseignements confidentiels adressés au Maréchal l'avaient éclairé sur les intentions de l'Empereur à son égard. Il n'était plus dupe de la conduite de Maximilien et de Charlotte, et il n'avait pas tout à fait tort de parler d'eux avec une certaine aigreur ; d'autant qu'à ce moment ses ennemis de Mexico et de Paris avaient recommencé leurs insinuations touchant la prétendue participation au règlement de la créance Jecker. C'est à ces bruits malveillants, dont il avait été averti par son ministre, qu'il fait allusion dans les derniers mots de sa dépêche. Disons tout de suite qu'il adressa à Paris un nouveau dossier à ce sujet et qu'il n'eut pas de peine à prouver sa parfaite innocence.

Sa résolution de rester au Mexique jusqu'à la fin de l'occupation reçut de Paris la plus complète approbation. Comme il a été souvent émis des doutes à cet égard, voici deux pièces qui les dissiperont :

Paris, le 13 octobre 1866.

Monsieur le Maréchal,

Votre courrier du 8 septembre m'est parvenu le 11 octobre courant, et je me suis empressé d'en mettre les parties les plus importantes sous les yeux de l'Empereur.

Aucun fait saillant ne s'est produit depuis la date de vos précédents rapports, mais la situation générale de l'Empire ne s'est pas non plus améliorée, et elle continue à nous apparaître sous des couleurs assez sombres.

J'ai constaté avec satisfaction la continuation régulière du mouvement de concentration prescrit par Votre Excellence, mouvement que les dissidents se contentent

d'observer sans rien oser entreprendre pour l'inquiéter...

... En même temps que votre courrier du 8 septembre, j'ai reçu votre dépêche télégraphique chiffrée du 13, accusant réception de la dépêche de M. le Maréchal Randon en date du 15 août, et exprimant votre intention de rester au Mexique jusqu'au départ de la dernière colonne. *Cette décision, monsieur le Maréchal, étant conforme aux intentions de l'Empereur et aux instructions que vous avez reçues ultérieurement, je ne puis qu'engager Votre Excellence à y persévérer.*

Sa Majesté a daigné me communiquer votre dépêche télégraphique chiffrée du 27 septembre, ainsi que la réponse qu'elle y a faite le 8 octobre : les ordres que vous adresse l'Empereur sont la conséquence nécessaire du programme d'ensemble qui vous a été porté par M. le général Castelnau ; en m'informant, à la date de ce jour, qu'elle n'a rien à y ajouter, Sa Majesté m'invite à vous répéter qu'il faut concentrer les troupes et vous préparer à une évacuation générale pour l'hiver ou pour le printemps...

Agréez, etc.

Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, chargé par intérim du département de la Guerre,

ARMAND BÉHIC.

M. Armand Béhic écrivait dans la lettre précédente (29 septembre) :

Votre Excellence verra par ces instructions *combien il importe qu'elle conserve, pendant la dernière période de notre occupation, le commandement du corps expéditionnaire et la haute direction des affaires.* Les difficultés de la situation que va vraisemblablement traverser le Mexique, le rôle

glorieux encore que l'armée française est appelée à jouer, quelles que soient les éventualités qui surgissent, *rendront jusqu'au dernier moment ce commandement digne du chef qui a conquis sur nos soldats et sur le pays lui-même une si légitime influence, et dont la main habile et ferme peut seule mener à bien la délicate opération de la rentrée de nos troupes.*

Le gouvernement français avait en outre sagement renoncé au premier système adopté de faire rentrer l'armée en France par échelons, et il venait de décider que « l'évacuation, au lieu de s'opérer par rapatriements successifs à partir du mois d'octobre prochain, se ferait en bloc, et serait différée jusqu'au printemps¹ ».

Les complications ne cessaient point en effet, et, comme s'il n'eût pas suffi de celles qu'apportaient les ennemis armés de l'Empire, Maximilien en faisait surgir de nouvelles. A ce moment, il éprouva le besoin d'opérer dans sa politique un changement complet, et il lui imprima une nouvelle orientation.

On sait qu'il avait d'abord essayé de gouverner avec des libéraux, des membres du parti républicain, des Juaristes déguisés, et l'expérience n'avait pas été heureuse. Il avait tenté une aventure en appelant deux officiers français au ministère, et la nouvelle combinaison, désagréable pour la France, combattue par tous, n'avait point réussi. Vers le milieu de septembre, il jugea bon d'appeler au pouvoir les cléricaux, et confia le soin de former un ministère à M. Lares,

1. Le Ministre de la Guerre au maréchal Bazaine (12 septembre 1866).

qui passait avec raison pour l'âme damnée de Mgr Labastida.

M. Lares, ministre de la Justice et président du Conseil, plaça M. Teofilo Marin à l'Intérieur, M. Manuel Garcia Aguirre à l'Instruction publique et aux Cultes, M. Joaquin de Mier y Cerran aux Travaux publics et Commerce. Deux sous-secrétaires d'État étaient nommés : M. Larraniza aux Finances, et le général Ramon Tavera à la Guerre.

Le programme du nouveau ministère ne laissait aucun doute sur ses tendances.

... On s'efforcera avec la plus grande sollicitude de rétablir la bonne intelligence entre l'Église et l'État, au moyen du Concordat avec le Saint-Siège, dans lequel on devra convenir des mesures indispensables à la répression des abus que la démoralisation générale du pays a laissés s'y introduire. Jusque-là les dispositions adoptées par le gouvernement auront pour but d'aplanir les difficultés existantes et celles qui pourront s'élever par la suite.

En raison de la gravité des préjudices causés à l'État par l'insécurité dans laquelle se trouvent les propriétés désamorties au moyen des adjudications, et de laquelle il résulte une dépréciation de leur valeur, ce point important sera traité avec le Saint-Siège, afin que dans le Concordat on convienne du mode à employer pour donner aux acquisitions une validité suffisante pour faciliter les transactions commerciales, mettre en mouvement les valeurs de cette nature, et rapporter au gouvernement tous les bénéfices dont il a été privé par la dépréciation actuelle de ces propriétés.

Le droit d'acquisition, que l'Église possède originairement, sera réglementé, quant à son exercice, conformément aux bases qui seront stipulées dans le Concordat